

## TAÏWAN SUR LE FIL DU RASOIR

Mathieu Duchâtel\*

**En mars, les électeurs de l'île éliront le chef de l'Etat et se prononceront par référendum sur l'entrée du pays à l'ONU. Un vote dont l'issue pourrait accroître les tensions avec la Chine.**

Tous les quatre ans depuis 1996, les élections présidentielles taiwanaises déclenchent les passions sur l'île et attisent les tensions avec la Chine. Le scrutin du 22 mars 2008 ne devrait pas déroger la règle. D'autant qu'il sera accompagné de deux référendums simultanés portant sur la même question : l'entrée de l'île à l'ONU.

La constitution interdisant au président sortant, Chen Shui-bian, de se représenter, les couleurs de sa formation, le Parti démocrate progressiste (DPP), seront portées par Frank Hsieh face au représentant du Kuomintang (KMT) Ma Ying-jeou. Au pouvoir depuis 2000, le DPP se présente comme le champion de la souveraineté de l'île face à Pékin. Pour promouvoir cette cause, il a obtenu un référendum sur l'entrée du pays à l'ONU sous le nom de « Taïwan ». Un vote positif pourrait être interprété par Pékin comme une déclaration d'indépendance et un casus belli potentiel, car Pékin considère l'île comme part intégrante de son territoire. Mais le DPP ne croit pas à une nouvelle crise dans une année cruciale pour la Chine, qui accueillera les Jeux Olympiques. Au-delà de la question de l'entrée à l'ONU, il veut surtout imposer, face à Pékin et la communauté internationale, la méthode référendaire pour résoudre un jour la question du statut de l'île.



Bien qu'il se présente lui aussi comme le défenseur de la souveraineté taïwanaise, le KMT prône un *modus vivendi* avec Pékin. Sa version du référendum d'adhésion à l'ONU prône une approche flexible, sans insister sur l'usage du nom « Taïwan ». En restant attaché au nom officiel de « République de Chine », le KMT accommode Pékin, extrêmement sensible au maintien des références à la Chine, qu'il juge essentiel pour préparer une unification future.

Le KMT souligne les risques de conflit armé que fait courir l'indépendantisme graduel du DPP. Mais cet argument ne lui a pas permis d'accroître sa base électorale. Critiquant le bilan économique du DPP, le KMT met donc en avant en avant les opportunités d'affaires croissantes que des relations harmonieuses avec le continent **représentent** pour l'île.

La croissance taïwanaise a certes dépassé 4% en moyenne depuis 2000. Mais le revenu disponible n'a crû que de 0,4% par an, trop peu pour éviter l'érosion du pouvoir d'achat par l'inflation. L'économie souffre d'un déficit d'investissement. En effet, les hommes d'affaires qui investissent en Chine pour un total d'environ 100 milliards de dollars ne rapatrient pas leurs profits à Taïwan. Et l'absence de liaisons aériennes et maritimes directes entre les deux rives pénalise l'île aux yeux des investisseurs étrangers. Qui plus est, les pays de la région, qui multiplient les accords de libre-échange, tiennent Taiwan à l'écart de ce processus sous pression de la Chine.

Tout défenseur de la souveraineté taïwanaise qu'il est, Frank Hsieh estime que le miracle taïwanais ne fera pas l'économie d'un arrangement avec la Chine. Contre Chen Shui-bian et l'aile dure du DPP, il défend une intégration économique croissante entre les deux rives. Sans aller jusqu'à proposer la création d'un marché commun à l'instar du KMT, il tente d'adopter une position médiane en avançant des propositions, comme l'ouverture de certains secteurs à l'investissement chinois, qui rompent avec la politique économique de restriction des échanges de Chen Shui-bian.

Le calendrier électoral pourrait avoir un impact décisif sur le scrutin, car pour la première fois, des législatives seront organisées juste avant la présidentielle. Pendant 8 ans, Chen Shui-bian a gouverné sans majorité parlementaire. Le parti qui remportera le scrutin du 12 janvier prochain sera donc en position de force pour les présidentielles, car la population de l'île voudra sans doute éviter un nouveau blocage institutionnel. A moins qu'elle ne choisisse, par méfiance, de limiter les pouvoirs du prochain Président. Le résultat des législatives favorisera en tout cas les rebondissements d'une campagne plus incertaine que les sondages donnant Ma Ying-jeou facilement gagnant ne l'indiquent.

**\*Doctorant à l'IEP Paris rattaché au CERI, chercheur à Asia Centre.**